



europa.ch

Le magazine du Nouveau mouvement européen Suisse **nomes** N° 1/2020



L'union, notre
meilleure protection.



**NOUS
EUROPÉEN★NES**

SOMMAIRE

ACTIVITES DU NOMES

3 Appel du 9 mai 2020

PROJECTEUR

- 4 La vitalité de la déclaration de Robert Schuman, 70 ans après
- 5 Time for Change – Le futur de l'Europe est notre futur

INTERVIEW

6 La solidarité, élément essentiel de l'« union » qu'est l'UE

LITTÉRATURE

9 La force de la démocratie

ACTIVITES DU NOMES

10 Votation du 27 septembre : « NOUS, EUROPÉEN-NES », sommes prêt-es !

SECTIONS

11 A l'épreuve du Covid-19, l'UE joue sa survie

INTERNATIONAL

12 Notre esprit JEFien se renforce en cette période

YES

13 Pour une meilleure compréhension de l'Europe

ABATTAGE DE MYTHES

14 Europhobes, faites un effort – vous êtes tellement ennuyeux !

UE-SPOTS

- 15 L'aide humanitaire de l'UE
- 15 Vers un élargissement du droit de vote des citoyen-nes de l'UE
- 15 La formule magique s'appelle « économie circulaire »

SURFER

- 15 Des milliards d'euros sans faire la une
- 15 Un trésor d'informations en ligne

L'Europe et les crises

Chère lectrice, cher lecteur,

« L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises ». Cette citation de Jean Monnet sur la logique de l'intégration européenne prend, dans l'actuelle situation de pandémie, tout son sens. D'un seul coup, notre continent interconnecté a été contraint, par un choc exogène, à l'immobilisme social et économique. Heureusement, la lutte contre la pandémie montre ses premiers signes de succès. Mais ce qui a commencé avec l'endiguement de la crise sanitaire se transformera inévitablement en une crise économique, sociale et financière dé-

intérieure commun est fondamental pour surmonter cette crise historique et que la coopération européenne se révèle plus efficace qu'un patchwork de mesures nationales. Ce constat, qui n'est pas nouveau, prend aujourd'hui tout son sens.

La crise économique imminente et les inquiétants mouvements de renationalisation exigent des mesures audacieuses et un changement de cap fondamental. L'objectif doit être de doter l'UE d'une plus grande capacité d'action financière, d'une union économique et monétaire solide et d'une politique sociale coordonnée. Aux



© Sebastian von Graffenried

Sebastian von Graffenried

Vice-président du Nomes

vastatrice. L'Union européenne (UE), dans son rôle de garante de la paix, de l'Etat de droit et de la prospérité, est mise une fois de plus à rude épreuve.

Il faut dire que les Etats nationaux européens ont défié l'UE. En effet, les réponses ont été recherchées au plan national avant tout: la fermeture brutale des frontières, l'interdiction initiale d'exporter du matériel de protection et l'hésitation à demander de l'aide de tiers pouvaient paraître compréhensibles à première vue; pourtant – en y regardant de plus près – elles ont de quoi nous irriter. Si l'UE a été écartée, c'est entre autres aussi parce que les compétences en matière de politiques sanitaire et financière et de sécurité intérieure relèvent en grande partie des Etats membres. Or, les conséquences du virus confirment qu'aucun pays européen ne peut s'approvisionner seul, ni en matériel médical ni en produits agricoles. C'est dire que le marché

institutions européennes doivent dès lors être confiées les compétences leur permettant de réagir rapidement et de façon efficace aux crises et de surmonter les grands défis à venir – de la migration à la numérisation en passant par la politique de sécurité. La devise ne doit plus être les un-es contre les autres, mais les un-es avec les autres.

Depuis leur création, la fin des institutions européennes a été annoncée maintes fois. Pourtant, l'intégration européenne a, jusqu'à présent, su se développer dans toutes les crises – conformément à la logique de Jean Monnet. Le coronavirus et ses conséquences ne devraient pas faire exception. Car même à l'ère de la « distanciation physique », c'est ensemble que NOUS, EUROPÉEN-NES, sommes plus fort-es. ★

Appel du 9 mai 2020 : l'union, notre meilleure protection

A l'occasion de la Journée de l'Europe, des 75 ans de paix en Europe et du 70^e anniversaire de la déclaration Schuman, le Nomes a lancé un appel pour un engagement européen et une relance vigoureuse de notre intégration européenne.

75 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et 70 ans après la déclaration Schuman du 9 mai 1950, l'Europe est plus que jamais nécessaire. Dans un monde qui affronte de nouvelles épreuves, la coopération à l'échelle de notre continent est devenue vitale. Le temps des nations barricadées derrière leurs frontières appartient au passé. Aujourd'hui, le drame du coronavirus montre qu'aucun Etat européen, Suisse comprise, ne peut s'en sortir seul. Le maintien de la paix, de la démocratie et de nos libertés, le développement de la prospérité, la lutte contre les inégalités, la

centrale européenne renforçait drastiquement ses rachats de dettes privées et publiques. Dans le même élan, les Européen-nes ont partagé des biens médicaux, accueilli des malades d'autres pays, rapatrié des citoyen-nes de tout le continent. **Une fois de plus, l'Union a montré qu'elle est source de solutions, alors que le nationalisme ne fait qu'aggraver les problèmes.**

La Suisse n'a pas été à l'abri des difficultés ni à l'écart des coopérations. Toutefois, son statut d'Etat tiers a compliqué sa tâche. Face aux défis à venir, son isolement politique au cœur de l'Union est dépourvu de sens et sa marginalisation synonyme de difficultés pour ses habitant-es. La Suisse est européenne. Nous sommes européen-nes. En tant que Nouveau mouvement européen Suisse (Nomes), nous appelons ainsi nos concitoyen-nes et nos autorités à sortir de l'impasse actuelle.

**NOUS,
EUROPÉEN-NE★NES**

protection sanitaire, la sauvegarde du climat et de l'environnement, la transformation numérique, **tous ces défis globaux exigent plus de coopération, de solidarité et donc plus d'Europe.**

Dans la crise que nous traversons, la force de l'Union européenne est évidente. Elle a limité l'exportation de matériel médical hors de ses frontières et alimenté ses membres en informations, permettant de mieux protéger leurs habitant-es. Le Mécanisme européen de solidarité a été activé et des fonds alloués à la recherche, à la santé et aux entreprises. L'UE a assoupli ses règles budgétaires, tandis que la Banque

Engageons-nous. Débattons sans tabous et en profondeur. Relançons avec vigueur notre intégration européenne aujourd'hui en panne. Notre sécurité, notre santé, notre prospérité et nos perspectives de vie ne doivent pas être pénalisées par un attentisme destructeur. **Plus que jamais, notre destin et notre succès sont européens! ★**



© Nomes

Commandez maintenant votre masque de protection aux couleurs européennes

Le drame du coronavirus montre qu'aucun Etat européen ne peut s'en sortir seul. La solution passe par plus d'Europe, le nationalisme ne faisant qu'aggraver les problèmes. C'est pourquoi nous avons produit, en exclusivité, des masques de protection aux couleurs européennes. Affichons ainsi de façon visible ce en quoi nous croyons. Commandez maintenant votre masque et montrez votre soutien à une Suisse européenne.

Commande gratuite de masque sur notre.europe.ch/shop

Don pour une Suisse européenne sur notre.europe.ch/faire-un-don

Ensemble, engageons-nous pour une Suisse européenne. Le 27 septembre 2020, la rupture avec l'Europe menace (votation sur l'initiative de résiliation de l'UDC). Plus d'information sur la campagne NOUS, EUROPÉEN-NE du Nomes sur <https://notre.europe.ch>.

La vitalité de la déclaration de Robert Schuman, 70 ans après

Par **Pascale Joannin**, directrice de la Fondation Robert Schuman

La déclaration que Robert Schuman, alors ministre français des Affaires étrangères, prononça le 9 mai 1950 constitue le texte fondateur de la construction européenne. Cinq ans seulement après la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle présente un projet ambitieux de coopération supranationale.



© Pascale Joannin

PASCALE JOANNIN est directrice générale de la Fondation Robert Schuman, un « think tank » européen créé en 1991 et établi à Paris et Bruxelles. Diplômée de l'Institut d'études politiques en relations internationales, elle a été auditrice de la 56^e session nationale de l'Institut des hautes études de défense nationale. Experte de l'Union européenne et de ses politiques, elle est l'auteure de diverses publications comme « Le nouvel équilibre politique européen » (juillet-août 2019) ou encore « L'égalité hommes-femmes en Europe : quel sursaut en 2019 ? » (mars 2019). Elle a co-dirigé la publication de l'« Atlas permanent de l'Union européenne » (septembre 2018, éditions Marie B) et été faite Chevalier de l'Ordre national du Mérite en 2008.

La déclaration Schuman reste d'une étonnante actualité alors qu'est célébré cette année son 70^e anniversaire, et que l'unité et la solidarité européennes sont mises à l'épreuve du fait de la pandémie de Covid-19. Trois leçons peuvent être retenues : la méthode des petits pas, la place des citoyens et le couple franco-allemand.

« L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. »

Si la déclaration Schuman propose de réorganiser l'économie, elle a une toile de fond politique. Elle propose une mutualisation de la production du charbon et de l'acier, les deux principales matières premières de l'époque, afin de rendre toute guerre « matériellement impossible ». L'essence de la déclaration réside dans la volonté de réconciliation, de vivre ensemble. En 1950, les évolutions n'étaient guère encourageantes pour l'Europe post-guerre. La coopération européenne est vue comme la seule manière de contrebalancer le jeu international et d'y peser. Ce message peut se transposer à la période actuelle : une Europe unie, dotée de solides moyens économiques, technologiques et politiques, est la seule à pouvoir avoir une place dans la course à l'hégémonie mondiale entre la Chine et les États-Unis. La construction européenne ne s'est pas faite d'un coup, mais selon des « petits pas ». La « solidarité de fait » s'est construite petit à petit, par la mise en commun de ressources par quelques pays, qui ont été rejoints ultérieurement par d'autres. Quelques récentes initiatives dans le do-

maine de la défense démontrent que ce système est toujours en vigueur en Europe, et que cette stratégie est consubstantielle à tout projet d'intégration européenne. C'est la condition sine qua non pour que l'Europe avance.

« L'Europe, c'est la mise en œuvre d'une démocratie généralisée. »

Les résultats des élections européennes de mai 2019 et les récents sondages d'opinion laissent apparaître que les citoyens européens sont, malgré toutes les vicissitudes, attachés au projet européen. Leurs attentes politiques sont nouvelles : les Européens veulent « plus d'Europe » pour garantir la prospérité et la croissance économiques, pour maîtriser les flux migratoires, pour protéger l'environnement, pour établir une défense commune, tout ceci dans le but, dans un monde globalisé incertain et inquiétant, d'assurer la sauvegarde d'« intérêts européens » et de mettre en place une « autonomie stratégique » propre.

« Sans l'Allemagne, tout comme sans la France, il serait impossible d'édifier l'Europe. »

La relation franco-allemande est au cœur de l'intégration européenne depuis l'origine. Les deux États sont les plus grandes économies de l'Union, les plus peuplés. A eux seuls, ils ne peuvent pas grand-chose, mais sans eux rien n'est possible. Ils sont incontournables pour proposer des coopérations, avancées et perspectives d'intégration. L'histoire a montré à plusieurs reprises que l'accord politique et la convergence de vues entre les deux pays sont un prérequis indispensable afin de dénouer des impasses politiques délicates, de trouver une solution aux crises les plus graves, de rassembler une majorité d'États pour lancer de nouvelles initiatives. Aucune réalisation européenne n'est possible s'ils ne partagent pas la même ligne. ★

Time for Change – Le futur de l'Europe est notre futur

Par **Anna Deparnay-Grunenberg**, députée européenne

En Europe, les grands défis de notre temps nous confrontent à des choix fondamentaux: dans quel monde désirons-nous vivre? Ce qui pose la question suivante: dans quel monde vivons-nous réellement aujourd'hui? Les dernières décennies ont apporté de profonds changements dans le monde entier. La globalisation est une chance et un défi en même temps. De sa complexité découlent de nombreux défis qui rendent les solutions purement nationales quasiment impossibles.

Ainsi, les mouvements migratoires ou le changement climatique nous concernent toutes et tous. Seules, des mesures nationales telles que la fermeture des frontières ou la sortie du nucléaire ne sont capables d'y répondre. La pandémie de Covid-19 que nous traversons est une crise d'ampleur mondiale. C'est ensemble, en tant qu'humanité tout entière, que nous devons relever ce défi sans précédent.

L'Europe a désormais la possibilité de s'affirmer comme actrice géopolitique à part entière. Ces dernières années, l'Union européenne (UE) a su inscrire avec succès des normes environnementales dans des accords internationaux (entre autres dans ceux pour la protection de l'air, de l'eau, de la biodiversité, sur la gestion des déchets de même que dans le cadre des conférences de l'ONU sur le changement climatique, à Paris en 2015 par exemple). Il est temps que l'UE apporte des réponses à la crise du coronavirus. La tâche à laquelle nous devons toutes et tous nous atteler est gigantesque.

Une initiative devant guider le développement futur de la coopération européenne est la «Conférence sur l'avenir de l'Europe», initiée par la Commission européenne. Un tel dialogue est nécessaire pour anticiper la suite, le statut quo n'étant plus une option. Les institutions de l'UE (Commission, Conseil et Parlement) ainsi que de nombreuses autres parties prenantes devraient ainsi être intégrées dans l'élaboration du futur agenda stratégique de l'UE. De larges consultations, les «ago-

ras citoyennes», viendraient alimenter ces réflexions. Nous avons besoin d'une Europe qui permette plus de démocratie participative et d'engagement citoyen.

L'Europe doit prendre les mesures nécessaires pour rendre notre «vivre ensemble» durable et résilient, que cela concerne la façon dont nous vivons, travaillons, interagissons, fonctionnons. La Conférence sur l'avenir de l'Europe devra aussi concilier nos attentes avec les exigences de l'environnement et du climat. C'est aussi cela l'intérêt commun. Il ne s'agit pas de tout standardiser, mais de profiter de la diversité européenne pour penser et agir en réseau.

Comme Jean Monnet l'a constaté, «l'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises». Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans une crise et devons prouver que nous sommes en mesure de rester uni-es en tant qu'humanité. Nous sommes toutes et tous dans le même bateau. Peut-être est-ce aussi une opportunité pour l'UE? Une étape cruciale serait franchie avec l'introduction de «coronabonds», obligations communes paneuropéennes pour les investissements urgents dans les systèmes de santé. Une responsabilité conjointe empêcherait les taux d'intérêt des pays particulièrement affectés de monter en flèche. Cela semble plus nécessaire que jamais et attesterait d'une véritable solidarité européenne.

Nous ne savons pas dans quelle direction le débat sur l'avenir de l'Europe ira. Ce qui est certain, c'est que nous ne pouvons pas y arriver seul-es. Si nous voulons survivre dans un monde globalisé, nous devons sortir des sentiers battus et relever les défis ensemble. C'est pourquoi, nous, les Vert-es au Parlement européen, travaillons d'arrache-pied pour permettre une Europe durable, inclusive et respectueuse du climat qui, en ces temps de turbulences, doit continuer d'avancer! ★



© Anna Deparnay-Grunenberg

ANNA DEPARNAY-GRUNENBERG

est une femme politique verte et députée au Parlement européen depuis 2019. Elle est née à Berlin en 1976, a grandi en France et vit aujourd'hui à Stuttgart avec son mari et ses trois enfants. Elle possède, en plus de sa citoyenneté européenne, les citoyennetés allemande, française et suisse. Elle a étudié les sciences forestières et environnementales à Fribourg-en-Brisgau et à Vancouver (Canada) avant de s'impliquer dans la politique locale de 2008 à 2019 en tant que conseillère municipale, puis en tant que cheffe du groupe parlementaire des Vert-es à Stuttgart. Ses thèmes de prédilection sont la transition écologique de l'économie (d'intérêt général), la protection du climat et des espèces, la participation citoyenne, l'innovation, l'Europe et les communes. Au Parlement européen, elle travaille principalement sur les thèmes de la mobilité et des transports durables, la transition écologique de l'agriculture et la biodiversité, l'amélioration de la coopération franco-allemande ainsi que des relations avec le Mercosur et l'Espace économique européen (EEE). Elle est aussi membre de la délégation du Parlement européen chargée des relations avec la Suisse.

La solidarité, élément essentiel de l'« union » qu'est l'UE

Si Enrico Letta, président de l'Institut Jacques Delors et ancien Président du Conseil des ministres italien, se montre inquiet face à la situation actuelle, il reste avant tout « réaliste et déterminé ». Du besoin pressant de réponses concrètes à la crise du Covid-19 et de réformes européennes, en passant par la solidarité, l'Italie et le populisme, les réflexions sans fard et sans détour de cet Européen convaincu frappent juste.



© KEYSTONE-SDA/AP Photo/Seth Wenig

Enrico Letta

Enrico Letta est doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA) et président de l'Institut Jacques Delors pour lequel il a fondé l'Académie Notre Europe (ANE) ayant pour but de former et orienter des jeunes aux politiques européennes de manière gratuite. Devenu en 1998, à 32 ans, ministre pour les politiques communautaires – le plus jeune ministre dans l'histoire de l'Italie –, il a, par la suite, été chargé du portefeuille de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Ensuite et successivement, il a été député, député européen, secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil des ministres, vice-président du Parti démocrate et enfin Président du Conseil des ministres de 2013 à 2014.

M. Delors a récemment déclaré que le manque de solidarité est un « danger mortel » pour l'Union européenne (UE). Qu'en pensez-vous ?

Il est tellement rare d'entendre Jacques Delors que ceci démontre la gravité de la situation. La réponse à l'urgence sera soit européenne, soit la démonstration d'une faillite de l'UE qui toucherait les bases sur lesquelles elle s'est construite. C'est une « union » et la solidarité en est l'élément essentiel. Ce cri d'alarme a permis de faire bouger les lignes. Il nous a fait réfléchir à l'UE et à la nécessité de faire face à ces grands dangers et défis d'une façon unie.

Quel regard portez-vous sur la « solidarité européenne » ?

Il y a une demande de solidarité de la part des citoyen·nes qui s'est accrue ces vingt dernières années et a grandi lorsque nous avons fait le pas de nous doter de l'euro – cette monnaie qui nous unit et fait dire que l'Europe est responsable des grands choix touchant nos vies. Mais l'Europe n'est pas dotée, en vérité, d'instruments pour faire face à toutes les situations où la solidarité est rendue nécessaire. Trois événements ont démontré ce manque. Le premier est la crise financière de 2008, le deuxième, le terrorisme, et le troisième, la crise de l'accueil des réfugié·es. Nous n'y étions pas préparé·es. En même temps, j'ai cité trois sujets où il n'y avait pas de possibilités de réponses nationales suffisantes; elles de-

vaient être européennes! C'est ce que nous avons devant nous aujourd'hui: une autre occasion où la solidarité est essentielle. Pourtant, nous restons dépourvu·es d'instruments à la hauteur de la situation. Quand nous parlons de santé, par exemple, nous n'avons même pas de politique communautaire. Cela fait partie des grands défis d'une Europe qui se construit à travers les crises – cela a toujours été ainsi et le sera cette fois-ci aussi.

Vous plaidez pour des « actions concrètes » en faveur des citoyen·nes. Lesquelles ?

La citoyenneté change en raison des changements que nous vivons, de la technologie, du flux continu d'informations... Cela bouscule le rôle des citoyen·nes. Elles et ils ne peuvent plus se contenter de voter une fois chaque cinq ans. Au sein de l'UE, l'aspect participatif est resté complexe et les actions souvent liées à des décisions nationales. La contradiction est évidente: nous nous trouvons devant un court-circuit où celles et ceux qui décident – les responsables européen·nes – ne sont que des dirigeant·es élu·es par leur circonscription nationale. Quand je pense à la citoyenneté européenne, je pense aux actions, au fait que cette crise oblige à aller de l'avant et à trouver les moyens de construire une circonscription européenne où les citoyen·nes européen·nes seraient au centre des décisions avec une possibilité de participation renforcée.



© KEYSTONE-SDA/EPA/Guido Montani

Quels seraient les domaines européens dans lesquels des réformes devraient être menées ? En quoi la Conférence sur l'avenir de l'Europe pourrait-elle y contribuer ?

Nous ne pouvons pas continuer avec ce mécanisme dans lequel le Conseil européen – centre de la vie européenne – est composé d'élus sans légitimité européenne, ni avec ces stéréotypes des uns contre les autres. En effet, la crise a fait reprendre pied à l'idée de la cigale et la fourmi – respectivement les pays du Nord et ceux du Sud – alors que ce n'est pas le cas : le virus nous a toutes et tous touchés au hasard. La solidarité devrait être au centre des discussions. Je suis partisan, entre autres, de l'idée de listes transnationales pour les élections au Parlement européen. Ce débat est essentiel, mais il reste pour le moment malheureusement stérile. La crise tout comme l'importance du rôle et de la centralité des citoyens et de la démocratie rendent donc cette conférence nécessaire.

Apparemment, les institutions européennes peinent à communiquer de façon efficace et à convaincre l'opinion publique européenne du bien-fondé de leurs actions...

Il y a effectivement eu des moments compliqués dans ce domaine. Le Brexit change toutefois la donne : il est maintenant possible de sortir de l'UE ; l'on ne doit plus forcément y rester et râler. Celles et ceux qui aboient contre l'Europe en l'accusant

d'être la cause de tous nos problèmes, sans proposer d'alternative, se voient affaiblis. Car en vérité, il n'y a pas d'alternative : l'Italie seule avec sa petite monnaie n'est pas une option.

Vous avez récemment attiré l'attention sur le fait que l'Italie pourrait devenir la « Hongrie de la zone euro » si l'UE ne lui apportait pas son soutien. Pourquoi une telle comparaison ?

La perception de l'Europe en Italie a changé. Les populistes ont fait un travail remarquable en poussant le pays de plus en plus en direction des Etats de Visegrád – dans l'Union sans vouloir en sortir, anti-Bruxelles, s'opposant au couple franco-allemand et se percevant comme victimes. Il faut dès lors bâtir un récit sur l'Europe capable de raconter une histoire européenne centrée avant tout sur l'aspect stratégique de la coopération européenne et l'existence d'une convergence naturelle de mœurs et de comportements entre Etats voisins. La création et la diffusion d'un narratif plus convaincant par rapport à ce qui nous unit doit être une priorité dans les périodes à venir.

Quelle « vision commune » permettrait justement de contrer l'égoïsme et le nationalisme en Europe ?

Celle de l'unité et de la solidarité, l'isolement n'étant pas la solution. Les frontières qui se ferment sont peut-être des alternatives qui parlent aux tripes des gens, mais

“

« Dans le monde de demain, la seule possibilité de rester autonome est celle d'être Européen·nes dans une Europe forte. Il n'y a ainsi pas d'autres alternatives pour nous, Européen·nes, que de resserrer nos liens de coopération. »

“

« La réponse à l'urgence sera soit européenne, soit la démonstration d'une faillite de l'Union européenne qui toucherait les bases sur lesquelles elle s'est construite. »



© IKEYSTONE-SDA/VEPA/Ettore Ferrari

Passation de pouvoir entre l'ancien Premier ministre Mario Monti (à droite) et Enrico Letta, le 28 avril 2013 à Rome.

elles n'apportent pas de solutions réelles. Il est indispensable d'être clair. Naturellement, l'on ne parle pas seulement de la nécessité de mettre en commun nos politiques de santé. Il s'agit aussi de relance économique. L'Europe est un continent à la population vieillissante: nous allons ainsi avoir d'autres besoins. Il faut dès lors observer la situation qui est en train de se dérouler avant de pouvoir la retourner pour la vivre et la gérer d'un point de vue différent, avec cette attention aux personnes âgées et aux besoins d'une société qui change. Cette perspective nouvelle pourrait alors, toutes et tous, nous unir.

Selon vous, comment l'UE doit-elle faire face aux pressions subies au niveau géopolitique ?

Cette crise nous fait voir ce qu'est le monde occidental: géopolitiquement « explosé ». Il faut donc trouver une façon de le réconcilier. Je pense premièrement à l'UE-27, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis: chacune a cru trouver des solutions sans aucune coordination et cela a été un désastre pour les relations transatlantiques. Face à la diplomatie et aux stratégies d'influence chinoises et russes, l'Europe doit être unie. Aucun de nos pays, seul, ne pourra leur résister. Cette unité européenne doit reposer sur le constat qu'avec 27 Brexits, nous n'aurons alors plus que le choix, d'ici quelques années, entre être une colonie

américaine ou chinoise. Dans le monde de demain, la seule possibilité de rester autonome est celle d'être Européen·nes dans une Europe forte. Cette crise nous donne ainsi de quoi encourager un renforcement de l'unité entre pays européens.

Vous semblez rester optimiste. Pourquoi ?

Plutôt qu'optimiste, je suis réaliste et déterminé. En effet, je vois l'évolution du monde aller vers ce bipolarisme sino-américain. Or il n'y a pas d'autres alternatives pour nous, Européen·nes, que de resserrer nos liens de coopération – seule façon de rendre l'Europe plus forte et, par conséquent, de renforcer chacun·e d'entre nous en son sein. Autrement, nous serons mangés.

En conclusion, auriez-vous un message pour nos lectrices et lecteurs, en Suisse, Européen·nes avec ou sans passeport à croix blanche ?

Je n'ai aucun doute là-dessus: si la Suisse ne fait politiquement pas partie de l'UE, elle est culturellement partie intégrante de cette enceinte européenne et partage ses valeurs. La Suisse est tout autant impliquée dans cette bataille globale que les autres Etats européens. Elle y joue un rôle essentiel. Je vous souhaite bon courage! ★



La force de la démocratie

Par **Roger de Weck**, auteur

La concentration et la désintégration sont les deux tendances lourdes de notre époque. D'une part, une poignée de plateformes numériques globales concentrent trop de pouvoirs – Facebook et Cie écrasent la politique et l'économie. D'autre part, d'énormes forces centrifuges se déploient. La Guerre froide entre l'Est et l'Ouest a duré jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989. Ce conflit était clairement structuré : dans les deux camps, la ligne de front a eu un effet intégrateur – les rangs ont dû être resserrés.

Puis la grande désintégration a commencé. La fin de la Guerre froide a provoqué la dislocation de l'Union soviétique, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. A présent, c'est l'Ukraine qui se divise. Partout, des conflits désintègrent le monde des Etats-nations. En Afrique, au Proche et au Moyen-Orient, des Etats totalement ou partiellement défaillants prolifèrent. Et la plupart des organisations internationales, y compris l'OTAN, sont paralysées.

La numérisation fragmente de surcroît la sphère publique, tandis que les forces réactionnaires la divisent en deux comme aux Etats-Unis. On assiste à la privatisation de pans entiers de l'espace public : la singularité de groupes en ligne et des médias de masse « foxisés » l'emporte. Certains pays occidentaux ont poussé la désintégration sociétale à l'extrême, avec en pointe le Royaume-Uni du Brexit.

L'Union européenne (UE) est, dans cette grande désintégration, le seul élément intégrateur : tous les Etats d'Europe centrale et orientale ont aspiré ou aspirent à y adhérer, ou du moins à s'y associer. Certes, des forces centrifuges secouent aussi l'UE. Les gouvernements illibéraux mettent à rude épreuve la communauté de valeurs. Certains flirtent avec la Russie ou la Chine. Le séparatisme fait rage en Catalogne. Déçue par l'Angleterre, l'Ecosse aspire à nouveau à son indépendance. Les crises du Brexit et de l'euro auraient pu désintégrer l'UE – cela n'a pas été le cas. L'UE a été forcée de faire le grand écart – ce qui l'a tendue sans toutefois la déchirer. Pas un seul membre ne songe à imiter le Royaume-Uni.

Le corolaire bienvenu du clivage au sein des nations sont les solidarités transnationales. Les programmes Erasmus ont un effet durable. Les mouvements *Pulse of Europe* et surtout *Fridays for Future* se sont imposés comme des acteurs paneuropéens. L'UE est un tissu de relations très solide contre lequel les politiques nationalistes s'acharnent. Or la réalité est plus forte que les discours des réactionnaires : ils insultent « Bruxelles » parce qu'ils échouent dans leur offensive. L'UE assure la paix alors qu'un nationalisme belliqueux déferle sur le monde. Elle n'en est pas la cause, mais l'une des cibles de sa haine. Certains nationalistes seraient encore plus nocifs s'il n'y avait pas d'UE pour les encadrer.

L'UE est tournée vers l'avenir : elle n'est pas et ne sera jamais une nation. Au contraire, il s'agit d'un projet porteur de sens et pragmatique qui rassemble les Européennes et auquel il faudra travailler sans cesse. L'UE – comme la Suisse – est un lieu où se rencontrent des cultures fondamentalement différentes et des visions antagonistes de la politique, précisément pour appréhender cette diversité de façon constructive. C'est à cela que servent les institutions européennes – une grande et belle expérience continentale, une conception en commun. L'UE est le cadre dans lequel la démocratie peut, à l'avenir, faire la plus grande différence. ★



© Roger de Weck

Roger de Weck

Roger de Weck vit à Zurich et Berlin, il est professeur invité au Collège d'Europe à Bruges. Il a été directeur général de la SSR, président du Conseil de fondation de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève ainsi que rédacteur en chef de *Die Zeit* et du *Tages-Anzeiger*. Il est l'auteur de best-sellers. Fribourgeois bilingue, il a étudié l'économie à Saint-Gall. Il siège entre autres mandats au Conseil de fondation du Prix international Charlemagne d'Aix-la-Chapelle et au Conseil scientifique de la revue *Critique internationale* (SciencesPo Paris). Il est docteur honoris causa des Universités de Fribourg et de Lucerne.



Big Data et Big Money ont bouleversé l'ordre démocratique. L'économie régule l'Etat. Et partout, les régimes autoritaires mettent la démocratie à défi. Les démocrates se doivent dès lors de travailler à élaborer la démocratie de demain. C'est de cette manière que nous pourrions répondre aux autocrates, de concert avec la génération de Greta Thunberg. Le livre ouvre des horizons et (re)donne confiance.

Roger de Weck, « *Die Kraft der Demokratie – Eine Antwort auf die autoritären Reaktionäre* » (non traduit), Suhrkamp, 2020, 326 pages

Votation du 27 septembre : « NOUS, EUROPÉEN-NES », sommes prêt-es !

Par **Raphaël Bez** et **Lukas Wegmüller**, co-secrétaires généraux du Nomes

Initialement prévue le 17 mai, le vote sur l'initiative dite « de limitation » de l'UDC a dû être déplacé au 27 septembre prochain en raison de la pandémie de Covid-19. NOUS, EUROPÉEN-NES, étions prêt-es et le sommes toujours. Les mois à venir seront décisifs !

Oui, je suis européen-ne et veux soutenir la campagne NOUS, EUROPÉEN-NES !

- Faites connaître autour de vous la campagne et encouragez vos proches à rejoindre le mouvement | <https://notre.europe.ch>
- Soutenez une Suisse européenne avec un don | <https://notre.europe.ch/faire-un-don-ou-IBAN-CH14-0900-0000-3000-9024-9>
- Commandez un masque de protection aux couleurs européennes et affichez ce en quoi vous croyez | <https://notre.europe.ch/shop>
- Commandez des cartes postales NOUS, EUROPÉEN-NES et envoyez un mot d'encouragement à vos proches, les invitant à se mobiliser en vue du 27 septembre | **par email à notre@europa.ch**
- Soutenez-nous sur les réseaux sociaux en partageant et commentant nos publications | **Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn**

En automne dernier, nous avons inauguré notre campagne NOUS, EUROPÉEN-NES visant à promouvoir, en Suisse, un discours positif sur l'Europe. Notamment au travers d'une série de publications sur les réseaux sociaux, nous avons voulu mettre en avant la dimension européenne de notre identité, de notre quotidien, de notre histoire. Peut-être que l'image de cet homme ou de cette femme ouvrant sa chemise d'armailli pour dévoiler un drapeau européen vous revient-elle à l'esprit ? Ou est-ce Roger Köppl, conseiller national UDC/ZH, avec sa coupe à la « Boris Johnson » qui vous a marqué ? Les réactions ont été positives, ce qui nous a réjoui.

La campagne s'est poursuivie en janvier. En effet, depuis des décennies, le discours européen en Suisse est façonné par la politique de l'UDC. Lors de son raout annuel de l'Albispüetli du 17 janvier, l'Europe a été une fois de plus dans la ligne de mire des populistes de droite. A cette occasion et à l'aide d'une vidéo grand format projetée aux pieds du lieu de la rencontre, NOUS, EUROPÉEN-NES, avons présenté notre message :

« Nous ne devons pas apprendre à devenir Européen-nes. Il nous faut simplement réaliser que nous l'avons toujours été. »

Au tout début du printemps, alors que nous étions prêt-es à entrer en campagne contre l'initiative de résiliation de l'UDC, la pandémie de Covid-19 a pris l'Europe par surprise. En Suisse, le Conseil fédéral a décidé de reporter la votation du 17 mai, nous amenant à repenser nos actions et ajuster notre planification. Dès début avril, nous

avons alors entamé une série de discussions en direct sur Facebook (disponibles par la suite sur notre chaîne Youtube) avec Roger de Weck, auteur engagé dans l'observation du politique ou encore Andreas Schwab, député européen, au cours desquelles nous avons abordé les conséquences du Covid-19 pour la Suisse et pour l'Europe. Deux autres échanges sont encore prévus, l'un avec Sandro Gozi, député européen et président de l'Union des fédéralistes européens, et l'autre avec Yves Bertoncini, président du Mouvement européen France.

Par la suite, à l'occasion de la Journée de l'Europe, pour commémorer les 75 ans de paix en Europe du 8 mai 1945 et les 70 ans de la déclaration Schuman du 9 mai 1950, nous avons lancé un Appel pour un engagement européen et une relance vigoureuse de notre intégration européenne (cf. page 3 du magazine). Intitulé « L'union, notre meilleure protection », l'Appel met l'accent sur la nature européenne de la Suisse, de ses habitant-es et nous encourage toutes et tous à nous engager pour relancer notre intégration européenne et, par-là, celle de notre pays. Pour illustrer ce message, nous avons choisi de distribuer des masques de protection aux couleurs européennes. Cet accessoire, aujourd'hui indispensable pour se protéger comme protéger les autres, nous permet d'afficher de façon visible ce en quoi nous croyons.

Il est temps de faire de la place dans nos esprits pour un nouveau récit européen. Il est temps de défendre ce en quoi nous croyons ! La campagne NOUS, EUROPÉEN-NES va continuer : nous voulons œuvrer activement à l'échec de l'initiative de l'UDC le 27 septembre prochain. Le résultat de ce vote doit montrer l'attachement des Suissesses et des Suisses à l'intégration européenne de notre pays et poser les bases d'une relance vigoureuse de cette dernière. La Suisse est européenne. Nous sommes européen-nes ; notre succès et notre destin le sont tout autant ! ★

A l'épreuve du Covid-19, l'UE joue sa survie

Par **Jérôme Gasser**, membre du Comité de la section du Nomes Genève

Dans l'histoire moderne, l'humanité n'a jamais été confrontée à une crise aussi majeure et généralisée aux effets potentiellement si dévastateurs, notamment en matière sanitaire, sociale et économique. La crise provoquée par la pandémie de Covid-19 constitue sans aucun doute pour l'Union européenne (UE), le plus grand test quant à sa capacité de résilience depuis sa création et pourrait, si elle devait être mal gérée, être le début de sa fin.

Or, comme Enrico Letta, ancien Président du Conseil des ministres italien, l'a affirmé dans un entretien télévisé accordé le 23 mars dernier à la RTS, il est important que l'UE tire des leçons de cette crise. Il lui paraît aussi absolument nécessaire de mettre en place une coordination beaucoup plus forte à l'échelon européen. En cas d'échec, il estime que « l'égoïsme et le nationalisme vont trouver un moyen de grandir ». Pour lui, « l'Europe joue son avenir dans cette crise parce qu'après la crise financière de 2008 et la crise de l'accueil des réfugiés en 2014-2015, il ne peut y avoir une autre crise qui laisse les pays sans réponse [...]. Je pense donc que oui, cette crise va être décisive pour le futur de l'[UE] ». Faisant écho à ces propos, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a demandé sur Twitter le 28 mars que « la réponse européenne soit solidaire et tournée vers les plus vulnérables ».

Lors du sommet européen qui s'est tenu par vidéoconférence le 26 mars dernier, les dirigeant-es européen-nes avaient visiblement compris qu'elles/ils leur fallait absolument fournir une réponse à la hauteur du défi qui se dresse aujourd'hui devant elles/eux : suspension du pacte de stabilité et des contraintes budgétaires qui pèsent sur les pays de la zone euro, assouplissement du régime des aides d'Etat, mise à disposition par la Commission européenne de 37 milliards d'euros pour aider à financer les ravages du virus, engagement de la Banque centrale européenne à injecter plus de 1000 milliards d'euros dans l'économie.

Malheureusement, cet esprit de solidarité a rapidement volé en éclat devant la demande de l'Italie, pays parmi les plus endettés de l'UE et le plus frappé par les effets de cette crise, de mettre sur pied des « coronabonds » qui permettraient d'émettre des obligations européennes pour mutualiser le risque financier et d'alléger le coût de l'emprunt pour la péninsule. En effet, quatre pays dont l'Allemagne se sont opposés à cette mutualisation des dettes préférant privilégier le Mécanisme européen de stabilité qui est le fonds de crise de secours de la zone euro. Ce dernier a pour contrepartie la mise sur pied, pour les pays bénéficiaires, de réformes structurelles et d'économies à réaliser. Selon le Fonds monétaire international, la mise en place de telles mesures a coûté à la Grèce 25% de son PIB, sans compter qu'il lui faudra encore dix ans pour revenir à son niveau de 2008.

Dans le contexte actuel, il nous paraît inconscient d'exiger d'un pays d'instaurer de telles mesures qui, au contraire, risqueraient d'amplifier la catastrophe macro-économique que les Etats de l'UE vont affronter. Si dans cette situation l'orthodoxie financière devait prévaloir sur la solidarité, non seulement l'UE n'aurait pas d'avenir, mais ce sont les nationalismes, l'instabilité politique et le protectionnisme qui prendraient alors le pas, comme dans les années trente. Pour rappel, ceux-ci furent justement les terreaux d'une autre catastrophe majeure de notre histoire moderne... ★



© Jérôme Gasser

Notre esprit JEFien se renforce en cette période

Par **Leonie Martin**, présidente des Jeunes fédéralistes européens (JEF)

Le Brexit, des attaques contre l'État de droit, une Union européenne (UE) inactive ou lente sur les questions de migration, la gestion de la pandémie et la crise qu'elle a entraînée... Cela n'a jamais été aussi clair: les problèmes européens ont besoin de solutions européennes – et démocratiques.



© Leonie Martin

LEONIE MARTIN est, depuis octobre 2019, présidente de la JEF Europe, l'organisation faitière de la young european swiss | yes. Originnaire de la région transfrontalière européenne formée par les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique, elle vit à Bruxelles depuis plusieurs années. Durant ses études à Maastricht, elle fait la connaissance de la JEF et co-fonde la JEF Pays-Bas. Leonie Martin est titulaire d'un Master en Politique publique européenne et en administration de l'Université de Maastricht ainsi que d'un Master en Droit international et européen de la Vrije Universiteit Brussel.

L'Europe navigue peut-être en eaux troubles, mais les JEFien-nes (membres des Jeunes fédéralistes européens) continuent à aller de l'avant, d'autant plus maintenant !

La JEF Europe compte plus de 13000 membres, réparti-es dans plus de 30 sections nationales, dont la young european swiss | yes. Nous travaillons ensemble à rendre l'Europe plus démocratique et fédérale, dans le respect des droits humains et du principe de subsidiarité. À cet effet, nous organisons des campagnes, descendons dans la rue et faisons du lobbying. Dans le même temps, chacun-e a la possibilité de mettre à profit ses compétences et ses talents de sorte que notre objectif politique devienne réalité. Des journalistes en herbe écrivent par exemple pour notre webzine *Le Taurillon* publié en sept langues différentes ; le travail éducatif, les réseaux sociaux, la gestion de projets, le lobbying et bien d'autres choses encore sont autant de possibilités.

À la suite de l'importante campagne pour les élections européennes « Je choisis l'Europe », la recherche d'un nouvel axe politique n'a pas été difficile : dans le cadre du projet Y-Fed, des jeunes se sont réuni-es pour résoudre les problèmes européens. Le point culminant est une simulation du Parlement européen, mais qui suit de nouvelles règles établies par les participant-es. Ceci fait écho à la réalité politique puisqu'une « Conférence sur l'avenir de l'Europe » doit avoir lieu au sein de l'UE. Ni la portée exacte de cette rencontre, ni les participant-es censé-es y prendre part (comme, par exemple, des Européen-nes venant de Suisse) ne sont encore connu-es. Il est plus aisé de parler des possibilités

d'améliorer l'Europe si votre interlocuteur ou interlocutrice comprend le fonctionnement de l'UE. Dans le cadre de notre programme Europe@School, les JEFien-nes sont formé-es à la mise sur pied de travaux éducatifs sur l'Europe en coopération avec les écoles. Ce programme est en train d'être complété par un autre visant à adapter et préparer du matériel et des méthodes éducatives pour le travail parmi les minorités.

La pandémie de Covid-19 a changé notre façon de travailler. Au niveau pratique d'une part, si le secrétariat à Bruxelles a déménagé en février dans un plus grand bureau, il travaille depuis mars à domicile. Nos activités se basent sur la possibilité que des jeunes de toute l'Europe se rencontrent physiquement, travaillent, discutent et s'entraînent sur des thématiques données, tout en ayant naturellement aussi l'occasion de faire la fête. La plupart de ces activités se déroulent désormais, grâce au formidable travail de notre secrétariat, les jours prévus, mais de manière digitale. Autrement, elles sont reportées à une date ultérieure. D'autre part, le travail de nos sections locales, régionales et nationales a été repensé et conçu de manière totalement numérique. Notre Comité fédéral semestriel a – pour la première fois dans l'histoire de l'organisation – eu lieu en ligne. Plus d'une centaine de jeunes Européen-nes ont ainsi eu la possibilité de contribuer à définir le mandat politique de la JEF. Cet événement a démontré que notre esprit JEFien – le sentiment d'appartenance à la communauté JEF – s'est renforcé malgré la période particulière que nous traversons. ★

Pour une meilleure compréhension de l'Europe

Par **Louise Gauthier**, membre du Comité de la young european swiss | yes

« Pourquoi l'Europe ? » La question m'est familière. Mon engagement pro-européen, en tant que membre du Comité de la young european swiss | yes et présidente de la section neuchâteloise du Nomes, suscite de nombreuses interrogations auprès de mes proches. Simple curiosité ou sincère intérêt parfois, c'est trop souvent une franche incompréhension qui domine. Ce qui devait être un simple verre entre ami-es ou une réunion de famille se mue ainsi fréquemment en véritable procès de l'Union européenne (UE) où je me retrouve bien isolée dans le rôle de l'avocat-e.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, l'Europe ne fait plus rêver grand monde en Suisse. Et les jeunes générations, encore moins. Entité complexe, l'UE représente pour beaucoup quelque chose de flou et de lointain, extérieur à la vie de tous les jours. Les grandes réalisations dont elle a fait profiter la Suisse au cours des décennies passées (à l'instar de la libre circulation des personnes, d'Erasmus et des programmes pour la recherche ou la culture – sans même parler de la paix et de la sécurité) sont devenues des acquis, des parts de notre quotidien dont nous bénéficions sans même plus nous en rendre compte. Handicapée par les nombreux préjugés, mythes ou autres idées reçues dont elle peine à s'affranchir, accusée à tort ou à raison d'être incapable de répondre aux défis du XXI^e siècle et aux préoccupations de ses citoyen-nes, Bruxelles cristallise aujourd'hui tous les reproches d'une jeunesse qui ne parvient pas à se reconnaître dans son modèle.

Toutes les critiques ne sont pas infondées et l'UE serait bien inconsciente de ne pas en tenir compte. Le débat n'est que plus riche et constructif quand il comprend des points de vue contradictoires. Mais pour être véritablement productif, tout débat nécessite une condition essentielle : celle de bien connaître le sujet.

Seule voix pro-européenne au sein de la jeunesse suisse, la yes s'évertue ainsi à combattre l'un des ennemis les plus redou-

tables de l'UE, à savoir sa méconnaissance. Depuis plus de vingt ans maintenant, la yes se mobilise pour pallier le déficit d'information et sensibiliser les jeunes Suissesses et Suisses aux enjeux européens. S'engager au sein de la yes, c'est s'engager en faveur d'une meilleure compréhension de l'Europe.

Au cœur de cet engagement, le projet « Challenge Europe », un voyage d'études unique en son genre qui emmène chaque année les jeunes de 16 à 35 ans à la rencontre de l'UE. De Strasbourg à Bruxelles, en passant par le village de Schengen, les participant-es du « Challenge » ont ainsi l'occasion d'élargir leurs connaissances de l'Europe grâce à un programme riche, alliant la découverte des institutions européennes, la rencontre de ses actrices et acteurs, des visites culturelles et la participation aux divers ateliers proposés. Le « Challenge Europe » 2020 se déroulera du 30 août au 6 septembre. Les inscriptions sont d'ores et déjà ouvertes.

Le projet « europe@school » constitue le second grand pôle de l'action formatrice de la yes. Ce programme sur mesure, proposé aux écoles des degrés secondaires I et II, vise à sensibiliser les élèves à la complexité des relations entre la Suisse et l'UE et encourage le développement d'une pensée politique critique.

A côté de ces deux projets phares, la yes poursuit son engagement en organisant des tables rondes, conférences et débats contradictoires, en garantissant une présence régulière dans les universités ou en menant des campagnes commémoratives. Elle espère ainsi favoriser un dialogue éclairé, constructif et libéré de tout tabou sur l'Europe, convaincue que la clé d'une bonne politique européenne suisse se situe dans la formation des jeunes qui, demain, pourront insuffler un vent nouveau sur les relations Suisse-UE. ★



© Louise Gauthier



Deviens membre de la yes !
Retrouve toutes les informations sur le site Internet www.y-e-s.ch

Europhobes, faites un effort – vous êtes tellement ennuyeux !

“

Adhésion sournoise à l'UE avec des concombres, des bananes et l'heure d'été !

« La Suisse a, par exemple, adopté l'interdiction controversée de l'UE sur les ampoules à incandescence [...] des normes européennes démentes comme le degré de courbure des bananes ou des concombres [...] des règlements qui déterminent comment doit exactement être préparée la pizza napolitaine [...] la norme européenne a aussi été adoptée concernant le changement d'heure [...] des règlements européens [quant à l'approbation des instruments de pesage] ont également été repris. L'UE veut une normalisation comme sous le communisme. »

Publication sur le site Internet de la SchweizerZeitung, 21 janvier 2020



1 La *SchweizerZeitung* est un très jeune champignon ayant poussé sur le tas de fumier du « journalisme » de droite en ligne et dont l'actuel objectif est de diffuser les semis de l'europhobie. Elle le fait avec une indigence à vous faire presque honte : par un enchevêtrement de très vieilles inepties antieuropéennes ô combien répétitives et rassies.

2 L'interdiction des ampoules à incandescence – à quand remonte-t-elle ? Le 1^{er} septembre 2009, il y a donc plus d'une bonne dizaine d'années, l'ampoule à incandescence à rendement énergétique très faible (5% de la consommation d'énergie pour la lumière, 95% pour la perte de chaleur) a été supprimée au sein de l'Union européenne (UE), et la Suisse a suivi le mouvement. Ce que l'expérience démontre aujourd'hui : les objectifs d'économie promis ont été atteints et nos lampes nous éclairent toujours autant.

3 Le concombre courbé : il n'a jamais été question d'une « interdiction » des concombres courbés, mais plutôt de les diviser en différentes classes selon le souhait des producteurs et productrices et des grossistes. La Suisse avait déjà inclus cet aspect dans sa législation en 1964, car il s'agissait d'une décision de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU). Aujourd'hui, elle n'est plus nécessaire, car la classification des concombres est devenue depuis longtemps une « pratique commerciale ». L'UE a, pour sa part, intégré la décision de la

CEE-ONU dans sa propre législation en 1998 avant de la supprimer en 2009 pour les mêmes raisons que la Suisse. Conclusion : c'est du réchauffé !

4 Le règlement européen de 1994 sur les bananes ne traite pas du tout de leur courbure, mais réglemente leur classification selon divers critères de qualité – ce qui est parfaitement raisonnable.

5 Il est entendu que toute pizza peut être vendue en Europe (à condition qu'elle réponde aux normes d'hygiène), mais seule la « Vera Pizza Napoletana », soit la « vraie » pizza napolitaine ayant obtenu le label européen « spécialité traditionnelle garantie », peut être proposée comme telle. Les conditions à remplir sont définies en détail dans le règlement de l'UE mentionné ci-avant. Il s'agit d'une catégorie comparable à l'« appellation d'origine protégée » (AOP) suisse grâce à laquelle, par exemple, tous les détails de la saucisse de Saint-Gall sont développés sur huit pages.

6 L'heure d'été n'est pas une invention de l'UE. La Suisse l'a introduite temporairement, en parallèle de l'Allemagne nazie, en 1941 et 1942, l'a supprimée plus tard, l'a réintroduite en 1977, parce que tous les pays voisins voulaient le faire, a de nouveau été supprimée par référendum en 1978, avant d'être rapidement réintroduite par le Conseil national et le Conseil des Etats en 1980 (un deuxième référendum n'a pas eu lieu). Elle devrait à nouveau disparaître – le consensus à ce sujet est large ; et il sera alors probablement plus judicieux de le faire en harmonie avec nos voisins afin d'éviter de créer une « île temporelle » inutile.

7 Le règlement sur les instruments de pesage – euh, quel est le problème ici ?

8 En bref, mes chères et chers europhobes : faites encore un effort ! Vos éternelles ruminations et vos vieilles absurdités sont si ennuyeuses que l'on peut à peine les supporter. (sp) ★



L'aide humanitaire de l'UE

Le budget de l'Union européenne (UE) prévoit pour 2020 900 millions d'euros pour l'aide humanitaire (à ne pas confondre avec l'aide au développement et les investissements). L'UE est la première donatrice mondiale en faveur des victimes de violences politiques (Syrie, Congo, etc.), de la sécheresse et de la faim, des catastrophes naturelles et de la détérioration du climat. 400 millions sont destinés à l'Afrique, 345 millions au Moyen-Orient; le reste est réparti entre plus de 80 pays. (sp) ★

Vers un élargissement du droit de vote des citoyen·nes de l'UE

Les citoyen·nes européen·es originaires d'un Etat membre et établis dans un autre pays de l'UE peuvent déjà voter aux élections locales. Un groupe d'initiant·es a l'intention d'introduire une « initiative citoyenne européenne » visant à faire valoir leur droit de participer aux élections ainsi qu'aux référendums régionaux et nationaux du pays hôte. Ce groupe dispose d'un an pour recueillir un million de signatures provenant d'au moins sept Etats membres. La Commission devra ensuite examiner cette proposition. (sp) ★

La formule magique s'appelle « économie circulaire »

Un élément clé du « Green Deal » européen, avec lequel l'UE vise à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, est le concept de l'économie circulaire: de l'extraction des matières premières à la conception des produits, de la fabrication, en passant par l'obligation de réparabilité des produits, jusqu'au recyclage cohérent de tous les composants, chaque étape doit ménager les ressources et être énergétiquement efficace. Bruxelles vient, à cette fin, de proposer à la discussion un « plan d'action » exhaustif. (sp) ★



Editeur

Nouveau mouvement européen
Suisse (Nomes)

Rédaction

Luana Andina, Raphaël Bez, Marcela Gislser, Lukas Wegmüller, europa.ch, case postale 481, 3000 Berne 22, tél. 031 302 35 36, info@europa.ch

Auteur·es

Raphaël Bez, Anna Depar-nay-Grunenberg, Roger de Weck, Jérôme Gasser, Louise Gauthier, Pascale Joannin, Leonie Martin, Sebastian Speich (sp), Sebastian von Graffenried, Lukas Wegmüller

Traductions et relectures

Luana Andina, Raphaël Bez, Marcela Gislser, Toni Koller, Fabian Schmid, Pierre Alain Seiler, Lukas Wegmüller

Concept

Nicolas Peter

Impression

Stämpfli SA, Berne

Tirage

2700 all., 1700 fr.

Couverture

Karin Gugger (graphisme),
Nomes (illustration page titre)

Compte postal et IBAN

30-9024-9 | CH14 0900 0000 3000
9024 9. Si vous désirez faire paraître
votre annonce publicitaire dans le
prochain numéro, merci de vous
adresser à info@europa.ch.

SURFER

Des milliards d'euros sans faire la une

La Banque européenne d'investissement (BEI), détenue conjointement par les pays de l'UE, est peu présente dans les médias, alors qu'elle est le plus grand bailleur de fonds multinational au monde. En 2019, elle a investi environ 50 Mrd d'euros dans des projets d'infrastructure (principalement verts) et a levé de nouveaux fonds sur le marché des capitaux. La BEI comprend aussi le Fonds européen d'investissement (FEI), spécialisé dans les PME, et le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI). Le document en ligne « Faits et chiffres » offre un aperçu intéressant. (sp)

<https://www.eib.org/fr/publications/the-eib-group-facts-and-figures-2019>

Un trésor d'informations en ligne

Dans le cadre de ses programmes de recherche de longue date, l'UE a déjà (co)financé d'innombrables projets dans tous les domaines possibles et imaginables. L'ensemble de ce trésor d'informations, auquel ont participé les plus brillants esprits d'Europe, est géré de manière centralisée sous la rubrique « Cordis » et est libre d'accès en ligne. Les plus curieuses et curieux pourront passer des heures à parcourir les descriptions de projets et magazines pour – qui sait – peut-être s'en inspirer et créer leur propre projet. (sp)

www.cordis.europa.eu/fr



Velum. Pour plus de calme et de concentration dans les espaces bureau ouverts. Design: Atelier Oï

